



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/10  
13 juin 2011

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-quatrième réunion  
Montréal, 25 – 29 juillet 2011

**RAPPORT D'ACTIVITÉS DE COOPÉRATION BILATÉRALE  
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

Le présent document se compose des parties suivantes :

- Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds
- Les rapports d'activités en matière de coopération bilatérale des pays suivants : Australie, Canada, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède (Janvier - Décembre 2010)

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

### Observations

1. Les pays concernés par des activités de coopération bilatérale qui ont communiqué des bases de données pour étayer leurs rapports périodiques, sont les suivants : Australie, Canada, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède. Le Canada et la France ont aussi présenté des rapports périodiques descriptifs qui figurent en annexe au présent document.

2. Israël et la Suisse n'ont pas soumis de rapports périodiques. Cependant, les données issues de leurs rapports périodiques précédents ou de leur inventaire de projets approuvés figurent dans le tableau récapitulatif. Les rapports périodiques sont le seul moyen d'indiquer la clôture définitive de tous les comptes de financement associés aux projets de coopération bilatérale approuvés par le Comité exécutif. Le Comité exécutif peut souhaiter demander que les rapports périodiques d'Israël et de la Suisse soient communiqués à la soixante-cinquième réunion étant donné que le rapport périodique des agences bilatérales est la seule indication d'ordre financier du décaissement de tous les fonds approuvés ou de l'obligation de les restituer (plus les intérêts, le cas échéant).

3. Des données supplémentaires issues des rapports périodiques antérieurs soumis par d'autres pays ayant participé à des activités de coopération bilatérale, figurent également dans la base de données (qui comprend des données intéressantes des projets dont l'achèvement a déjà été signalé par les pays suivants : Autriche, Belgique, Danemark, Hongrie, Pologne, Singapour, République slovaque, République sud-africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique). Ces données apparaissent dans le rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/9).

4. Le tableau 1 présente un récapitulatif de la coopération bilatérale. Depuis la création du Fonds, plus de \$US 122,7 millions ont été approuvés pour des activités bilatérales. Il indique que 87 pour cent des activités bilatérales ont été menées à bonne fin. Les agences bilatérales ont estimé que leurs projets, une fois achevés, aboutiraient à l'élimination totale de 10 864 tonnes de PAO par an. Les projets bilatéraux achevés et ceux qui sont en cours ont déjà eu pour effet l'élimination de 8 557 tonnes de PAO. Le taux de décaissement des activités bilatérales est de 89 pour cent.

**Tableau 1**

### RECAPITULATIF ANNUEL DE LA COOPERATION BILATERALE

Année d'approbation	Nbre de projets approuvés*	Nbre de projets achevés	Projets achevés (%)	Quantité de PAO à éliminer*	Quantité de PAO éliminée*	PAO éliminés (%)	Financement approuvé + ajustement (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Fonds décaissés (%)	Solde (\$US)	Montant décaissé (estimation pour l'année en cours (\$US))	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements de Coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2 883 669	2 883 669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1 445 586	1 445 586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	347	243	70%	3 190 374	3 190 374	100%	0	0	0	0
1995	17	17	100%	483	296	61%	4 698 849	4 654 902	99%	43 947	0	0	0
1996	26	26	100%	251	209	83%	3 453 049	3 453 049	100%	0	0	0	0
1997	32	31	97%	154	32	21%	4 040 251	3 702 047	92%	338 204	338 000	0	1 500
1998	39	39	100%	41	25	60%	4 108 525	4 108 526	100%	-1	0	0	0
1999	60	58	97%	734	447	61%	12 653 169	11 667 367	92%	985 802	207 000	1 030 434	-9 725
2000	29	29	100%	967	959	99%	4 808 878	4 808 878	100%	0	0	543 836	-596
2001	37	37	100%	1 595	1 245	78%	7 533 464	7 522 222	100%	11 242	0	896 577	-37 451
2002	61	61	100%	1 037	798	77%	7 971 074	7 910 174	99%	60 900	60 900	917 984	-5 750

Année d'approbation	Nbre de projets approuvés*	Nbre de projets achevés	Projets achevés (%)	Quantité de PAO à éliminer*	Quantité de PAO éliminée*	PAO éliminés (%)	Financement approuvé + ajustement (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Fonds décaissés (%)	Solde (\$US)	Montant décaissé (estimation pour l'année en cours (\$US))	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements de Coûts d'appui (\$US)
2003	32	31	97%	245	257	105%	6 924 166	6 911 431	100%	12 735	12 735	743 181	58 184
2004	30	27	90%	337	247	73%	15 093 727	14 327 365	95%	766 362	772 729	1 599 058	-44 971
2005	28	23	82%	2 663	2 262	85%	19 237 038	16 705 660	87%	2 531 378	1 010 933	2 126 577	-95 039
2006	25	21	84%	582	562	97%	7 234 529	6 296 014	87%	938 515	446 834	902 173	-6 370
2007	14	10	71%	315	301	95%	3 229 021	2 862 292	89%	366 729	195 000	439 452	0
2008	33	13	39%	709	502	71%	7 714 818	4 215 268	55%	3 499 550	1 652 617	941 083	0
2009	21	8	38%	245	138	56%	2 512 124	2 085 602	83%	426 522	301 224	315 620	0
2010	21	0	0%	159	33	21%	3 973 950	190 471	5%	3 783 479	848 641	498 374	0
Total	563	489	87%	10 864	8 557	79%	122 706 261	108 940 896	89%	13 765 365	5 846 613	10 954 349	-140 218

\* Projets clos et transférés exclus

### Retards survenus dans la mise en œuvre

5. Les projets de coopération bilatérale dont la mise en œuvre a été retardée sont au nombre de dix. Entre 2009 et 2010, le nombre de projets dont la mise en œuvre relève d'agences d'exécution bilatérale et a accusé un retard, a diminué d'une unité. D'après les procédures d'annulation de projets (décision 26/2), un rapport sur les projets dont la mise en œuvre a été retardée, devrait être transmis à la soixante-cinquième réunion afin que le Comité exécutif détermine si des progrès ont été réalisés pour éliminer les obstacles à l'origine de ces retards. Le tableau 2 présente, par agence bilatérale, la liste des projets dont la mise en œuvre a été retardée, pour lesquels un rapport actualisé devra être présenté à la soixante-cinquième réunion.

**Tableau 2**

### PROJETS DONT LA MISE EN ŒUVRE A ETE RETARDEE

Code du projet	Agence	Titre du projet	Retard
ASP/SEV/50/TAS/52	Australie	Appui supplémentaire à la stratégie régionale applicable à 11 pays océaniques visés à l'article 5 (stratégie océanique)	12 mois
JAM/FUM/47/TAS/22	Canada	Assistance technique en vue d'éliminer l'utilisation du bromure de méthyle	12 mois
AFR/SEV/53/TAS/39	France	Réseaux Afrique d'application de mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA)	12 et 18 mois
DRC/SOL/51/INV/25	Italie	Projet cadre pour l'élimination en phase finale des SAO dans le secteur des solvants (phase I)	12 mois
DRC/SOL/56/INV/28	Italie	Projet cadre pour l'élimination en phase finale des SAO dans le secteur des solvants (phase II)	18 mois
IND/ARS/56/INV/424	Italie	Plan d'élimination des CFC dans la fabrication d'inhalateurs à doseur pharmaceutiques	18 mois
SRL/PHA/43/TAS/26	Japon	Plan d'action national de conformité : programme d'incitations à l'adresse des utilisateurs finals d'équipement de réfrigération à usage commercial et industriel	12 mois
SRL/PHA/43/TAS/29	Japon	Plan d'action national de conformité : suivi des activités proposées dans le plan	12 mois
GLO/SEV/47/TAS/269	Portugal	Appui en matière de communication et de coopération fourni aux pays lusophones (Angola, Cap Vert, Timor oriental, Guinée-Bissau, Mozambique et Sao Tomé - et -	12 mois

Code du projet	Agence	Titre du projet	Retard
		Principe)	
LAC/FUM/54/TAS/40	Espagne	Assistance technique ayant pour objet de mettre en place d'autres solutions chimiques dans les pays qui ont rééchélonné leur plans d'élimination du bromure de méthyle (Argentine et Uruguay)	12 mois

### Activités bilatérales : faits marquants

6. Sur les 74 projets bilatéraux en cours d'exécution, quatorze sont des projets d'investissement, huit ont trait à des activités d'assistance technique, un à la formation, un à une banque de halons, cinq à des projets sectoriels de plan d'élimination, quatre à des activités de plan d'élimination des SAO, dix-neuf à des projets de plan d'élimination de CFC, deux à des activités de plan d'élimination du CTC et un à une activité de plan d'élimination des HCFC, quinze à des activités de préparation de projet, un est une activité de récupération et de recyclage, et trois sont des activités de démonstration.

#### Australie

7. L'Australie met actuellement en œuvre un projet d'« appui à la stratégie régionale applicable à 11 pays océaniques visés par l'article 5 (stratégie océanique) » (ASP/SEV/50/TAS/52) qui a été approuvée lors de la cinquantième réunion. L'Australie a mené à bonne fin 24 projets supplémentaires et en annulé un.

#### Canada

8. Le Canada exécute dix projets bilatéraux dont la plupart sont associés à des plans d'élimination des CFC ou des SAO. Il a mené à terme 71 projets supplémentaires et en a annulé trois. Les projets bilatéraux actuellement mis en œuvre par le Canada devraient aboutir à l'élimination de 135,3 tonnes de PAO, une fois achevés. Le Canada exécute les activités du plan d'élimination des CFC au Chili, à Sainte-Lucie et en Uruguay, des projets du plan d'élimination de SAO en Bolivie (État plurinational de) et à Cuba, deux projets d'investissement concernant le bromure de méthyle au Mexique et un projet d'assistance technique concernant le bromure de méthyle en Jamaïque.

#### Accords pluriannuels

9. Le Canada met en œuvre neuf tranches des six projets pluriannuels, dont un projet de plan de gestion de l'élimination finale (PGEF) en Bolivie (État plurinational de), deux projets de plan d'élimination des CFC au Chili, un projet de plan national d'élimination des SAO à Cuba, un projet de PGEF à Sainte-Lucie, deux projets de PGEF en Uruguay et deux projets concernant le bromure de méthyle au Mexique. Toutes les activités devraient prendre fin en 2011 à l'exclusion de celles qui sont mises en œuvre au Chili.

10. La phase II du projet d'élimination des CFC au Chili (CHI/PHA/60/INV/173) devrait s'achever avec un retard de 16 mois. Le Canada a indiqué que le lancement des activités prévues au titre de la phase II a été retardé en attendant le bon déroulement des activités relevant de la phase I qui ont différées en partie à cause du tremblement de terre de 2010. Les activités de la phase I ayant pour la plupart été achevées à la fin 2010, la mise en œuvre de la phase II a débuté au cours du premier trimestre de 2011 et elle devrait prendre fin en juillet 2012.

11. S'agissant du « plan national d'élimination du bromure de méthyle » au Mexique, le Canada a fait savoir que le lancement de la première tranche (MEX/FUM/54/INV/138) était subordonné à l'achèvement du projet d'assistance technique (MEX/FUM/42/TAS/122) qui a été retardé mais pour lequel l'achat de matériel s'est effectué au cours du premier trimestre de 2011. Le Canada prévoit de mettre en œuvre les activités d'élimination d'ici à la fin de 2011. Ce projet arrivera à terme en décembre 2011. Toutefois, la responsabilité de la deuxième tranche (MEX/FUM/60/INV/149) a été confiée à l'ONUDI lors de la soixante-troisième réunion.

#### Projets individuels

12. Le projet « d'assistance technique en vue d'éliminer l'utilisation du bromure de méthyle » en Jamaïque (JAM/FUM/47/TAS/22) devrait prendre fin avec un retard actuellement estimé à 43 mois. Le Canada a fait savoir qu'une autre expédition et distribution d'outils de lutte intégrée contre les parasites a été entièrement réalisée en avril 2010 mais qu'un dernier achat d'outils (d'une valeur inférieure à \$3 000) a nécessité plus de temps que prévu et qu'il devrait intervenir, d'après les dernières estimations, d'ici à mai 2011, ce qui devrait permettre de mener le projet à bonne fin. Une fois le projet achevé, c'est-à-dire en juin 2011, il restera un solde de \$US 2 000 qui devrait être restitué au Secrétariat du Fonds.

#### **République tchèque**

13. La République tchèque met actuellement en œuvre deux projets concernant l'« instauration d'une coopération régionale en vue de mettre en œuvre des mesures de réglementation des échanges commerciaux de SAO entre les pays membres du réseau Europe et Asie centrale » (EUR/SEV/57/TAS/07 et EUR/SEV/60/TAS/10). Ces projets devraient arriver à échéance comme prévu en 2011. La République tchèque a également mené à bonne fin un projet supplémentaire.

#### **Finlande**

14. La Finlande a mené à terme tous les projets qu'elle était chargée de mettre en œuvre. Toutefois, au 31 décembre 2010, deux d'entre eux n'avaient pas reçu les financements escomptés. Il s'agit des projets suivants : « Mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes (PGF) : suivi et évaluation du PGF au Panama » (PAN/REF/29/TAS/11) et « Mise en œuvre du PGF : programme de formation à l'intention des agents des douanes au Panama (PAN/REF/29/TRA/12). Le solde des fonds alloués à ces projets a été restitué au Secrétariat du Fonds lors de la 63<sup>e</sup> réunion.

#### **France**

15. La France met en œuvre dix projets bilatéraux. Elle a signalé que 86 projets avaient été menés à bien et que huit avaient été annulés. Parmi ses projets en cours d'exécution, six d'entre eux sont des projets d'investissement, à savoir : deux projets de plan d'élimination des CFC en République centrafricaine, un projet de plan d'élimination des CFC au Kenya, deux projets de plan d'élimination des CFC en République démocratique populaire du Laos et un projet de plan d'élimination des SAO en Ouganda. La France met aussi en œuvre un projet de banque de halons en Iran (République islamique de), un projet de récupération et de recyclage au Maroc, un projet de démonstration de refroidisseurs dans la région Afrique et un projet d'assistance technique au profit des réseaux Afrique d'application de mesures douanières. La France met actuellement en œuvre des projets qui, une fois achevés, devraient déboucher sur l'élimination de 97,5 tonnes de PAO.

### Accords pluriannuels

16. La France met en œuvre six tranches de quatre accords pluriannuels, y compris deux projets de plan d'élimination des CFC en République centrafricaine, un projet de plan d'élimination des CFC au Kenya, deux projets de plan d'élimination des CFC en République démocratique du Laos et un projet de plan d'élimination des SAO en Ouganda. Tous les accords pluriannuels devraient arriver à expiration en 2011, à l'exception de celui qui concerne la République démocratique populaire du Laos.

17. La France a signalé que le plan d'élimination des CFC en République démocratique populaire du Laos avait démarré en retard mais que des progrès avaient été réalisés récemment. Les retards survenus au cours de la première tranche ont influé sur le lancement de la seconde tranche et aucun fond n'a été décaissé. D'après les dernières estimations, le projet devrait accuser un retard de 12 mois et prendre fin en juin 2012.

18. Le Comité exécutif peut souhaiter demander qu'un rapport de situation supplémentaire soit soumis à la 65<sup>e</sup> réunion afin de surveiller les décaissements de fonds alloués au plan d'élimination de CFC en République démocratique populaire du Laos (LAO/PHA/61/INV/21).

### Projets individuels

19. Deux des quatre projets individuels devraient arriver à échéance en 2011 : le projet de banque de halons en Iran (République islamique de) (IRA/HAL/28/TAS/49) et le projet de réseau de récupération et de recyclage de SAO au Maroc (MOR/REF/23/TAS/17).

20. Le « projet de démonstration stratégique concernant une conversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC dans cinq pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigeria et Soudan) (le/la) » (AFR/REF/48/DEM/36) devrait, d'après les dernières estimations, prendre fin avec un retard de 22 mois. La France a fait savoir que sa contribution bilatérale est mise en œuvre dans le cadre de l'ONUDI et que des financements extérieurs sont alloués par le Fonds français pour l'environnement mondial. Les négociations avec les autorités locales et les banques, qui ont pour objet de définir un système approprié de cofinancement, tel que prévu dans les accords bilatéraux, sont la principale cause du retard enregistré dans tous les pays, y compris l'Égypte. Le Comité exécutif peut souhaiter solliciter à la soixante-cinquième réunion un rapport de situation supplémentaire sur la recherche de solutions de cofinancement dans chacun des pays participants.

21. L'instauration « des réseaux Afrique d'application des mesures douanières pour la prévention du commerce illicite de SAO au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA) » (AFR/SEV/53/TAS/39) devrait, d'après les dernières estimations, s'achever avec un retard de 13 mois. Aucun fonds n'a été décaissé pour ce projet. Bien qu'un établissement de formation transfrontière ait été répertorié, aucun accord n'a été conclu pour que le projet fasse appel aux services de cet établissement.

22. Le Comité exécutif peut souhaiter demander qu'un rapport supplémentaire soit présenté à la soixante-cinquième réunion pour évaluer les possibilités d'un accord sur la mise en place d'un établissement de formation dont pourrait bénéficier le réseau Afrique d'application de mesures douanières (AFR/SEV/53/TAS/39).

### **Allemagne**

23. L'Allemagne met actuellement en œuvre 19 projets bilatéraux. Elle a mené à bien 175 projets supplémentaires et en annulé quatre. Les projets en cours d'exécution devraient aboutir à l'élimination de

518,4 tonnes de PAO, une fois achevés. Sur ces 19 projets, sept d'entre eux sont des projets d'investissement, dont cinq concerne les tranches des plans d'élimination de CFC (une tranche pour le Botswana, une pour le Brésil, deux pour l'Iran (République islamique de) et une pour le Zimbabwe) et deux le bromure de méthyle (une pour la Jordanie et l'autre pour le Yémen).

#### Accords pluriannuels

24. L'Allemagne applique cinq accords pluriannuels intéressant le Botswana, le Brésil, l'Iran (République islamique de), le Yémen et le Zimbabwe. Elle a signalé que les tranches de ces accords sont en bonne voie ou sur le point d'être achevées.

#### Elaboration d'un PGEH

25. L'Allemagne compte trois projets en cours pour la préparation de PGEH dans trois pays. Sur le plan mondial, les activités de préparation de quatre projets ont été approuvées en 2008, celles de six projets ont été approuvées en 2009, et celles de deux projets ont été approuvées en 2010. Il était initialement prévu que les projets approuvés en 2008 devaient arriver à échéance en juillet ou en novembre 2009, que ceux qui avaient été approuvés en 2009 devaient arriver à échéance entre mars 2010 et novembre 2010. D'après le calendrier qui vient d'être arrêté, toutes les activités de préparation du projet de PGEH doivent être achevées en 2011. Le retard moyen dans la préparation des PGEH est de 14,3 mois.

26. Les PGEH concernant deux pays (Afghanistan et Iran (République islamique de)) ont été approuvés lors de la 63<sup>e</sup> réunion. Les pays qui ont transmis leurs PGEH à la 64<sup>e</sup> réunion sont au nombre de quatre, ceux dont les PGEH sont en cours de préparation ou de finalisation sont au nombre de trois. Le tableau 3 fournit des renseignements sur l'état d'avancement de l'établissement des PGEH et sur les raisons qui motivent le retard de leur mise en oeuvre.

**Tableau 3**

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA PRÉPARATION DES PGEH (RETARDS)  
DONT L'ALLEMAGNE EST CHARGÉE DE LA MISE EN ŒUVRE**

<b>Code du projet</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>État d'avancement de la mise en œuvre par le Secrétariat</b>	<b>Raisons des retards</b>
BOT/PHA/60/PRP/14	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	PGEH définitivement arrêté ; étude achevée.	
KEN/PHA/58/PRP/49	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	PGEH définitivement arrêté ; étude achevée.	Accent mis sur l'achèvement des activités liées aux CFC ; accent mis sur les utilisations des HCFC liées à l'investissement ; recrutement d'experts.

Code du projet	Titre du projet	État d'avancement de la mise en œuvre par le Secrétariat	Raisons des retards
ZIM/PHA/59/PRP/42	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	PGEH en cours de préparation ; étude achevée ; atelier rassemblant les parties prenantes organisé.	Accent mis sur le projet d'investissement préalable aux PGEH

27. En général, l'Allemagne a invoqué les raisons suivantes pour expliquer les retards survenus dans les activités de préparation du PGEH : accent mis sur l'achèvement des activités liées aux CFC et/ou sur les projets d'investissement préalables aux PGEH et recrutement d'experts.

### Italie

28. L'Italie met en œuvre onze projets, dont dix projets d'investissement (5 accords pluriannuels et 5 projets individuels) et une activité d'assistance technique (accord pluriannuel) qui permettront, une fois arrivés à échéance, d'éliminer 285 tonnes de PAO. L'Italie a arrêté définitivement quatre projets concernant les mousses en 2004, un projet concernant la réfrigération en 2005, un projet concernant le bromure de méthyle en 2006, un projet concernant la réfrigération en 2007, un projet concernant le bromure de méthyle en 2009 et un projet concernant les solvants en 2010. Au nombre des projets en cours figurent deux projets de PGEF au Sénégal, deux projets concernant les solvants en République démocratique du Congo, un projet concernant les inhalateurs à doseur à base d'aérosols en Inde, trois projets concernant le bromure de méthyle (au Cameroun, au Mexique et au Maroc), un projet concernant la réfrigération à base de HCFC en Argentine, un projet de plan d'élimination des HCFC dans le secteur des mousses en Croatie et un projet de plan d'élimination de HCFC au Ghana, qui, selon les cas, devraient arriver à échéance entre 2011 et 2014.

#### Accords pluriannuels

29. L'Italie met en œuvre des accords pluriannuels dans cinq pays. Ces accords portent notamment sur deux projets concernant le bromure de méthyle au Mexique et au Maroc, deux projets d'élimination de CFC au Sénégal et deux projets de plan d'élimination des HCFC en Croatie et au Ghana. Ces accords pluriannuels sont en bonne voie dans tous les pays.

#### Projets individuels

30. L'Italie met en œuvre cinq projets d'investissement qui devraient arriver à bonne fin en 2011.

### Japon

31. Le Japon met en œuvre quatorze projets bilatéraux. Il a également achevé 21 projets supplémentaires. Les projets bilatéraux qu'il met actuellement en œuvre devraient aboutir à l'élimination de 523,1 tonnes de PAO, une fois achevés. Le Japon met en œuvre deux projets de plan d'élimination de CTC en Inde, deux projets d'élimination de SAO au Sri Lanka, un projet d'élimination concernant le secteur de la réfrigération en Chine, un projet d'élimination intéressant le secteur des mousses aux Philippines, deux projets de démonstration dans la région Afrique et en Colombie, un projet de formation à l'échelle mondiale, deux projets d'investissement dans la fabrication de mousses à base de HCFC en Arabie Saoudite et trois activités de préparation de projets dans la région Asie - Pacifique, en Mongolie et au Nigeria.

Accords pluriannuels

32. Le Japon met en œuvre deux accords pluriannuels dont l'un dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération en Chine et l'autre pour le plan d'élimination des CTC en Inde, ces deux projets devant arriver à échéance en 2011.

Projets individuels

33. Le Japon met en œuvre cinq projets individuels concernant les HCFC. La plupart de ces projets ont été approuvés tout récemment ou sont en bonne voie. Au titre du « projet de démonstration visant à valider l'utilisation du CO<sub>2</sub> super critique dans la fabrication de mousses rigides à base de polyuréthane pulvérisé » en Colombie (COL/FOA/60/DEM/75), aucun fonds n'a été décaissé. Le Japon a indiqué que le démarrage du projet a été retardé à cause de la signature du document de projet. Le projet devrait arriver à échéance en décembre 2011 et accusé un retard de 12 mois. Le Comité exécutif peut souhaiter demander un rapport de situation supplémentaire sur l'achèvement du projet de démonstration des HCFC en Colombie (COL/FOA/60/DEM/75) si celui-ci n'a pas été mené à bien avant la tenue de la soixante-cinquième réunion.

34. Le « projet de démonstration stratégique pour une conversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC dans 5 pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigeria et Soudan (le/la)) » (AFR/REF/48/DEM/35) approuvé en avril 2006, devrait arriver à échéance, d'après les dernières estimations, avec un retard de 27 mois. Le projet est actuellement mis en œuvre dans le cadre de l'ONUDI avec le concours de la France. Les négociations avec les autorités locales et les banques qui ont pour objet de définir un système de cofinancement approprié, tel que prévu dans les accords bilatéraux sont la principale raison du retard enregistré dans tous les pays, y compris l'Égypte. Le Comité exécutif peut souhaiter demander à la soixante-cinquième réunion un rapport périodique supplémentaire sur la recherche de solutions de cofinancement dans chacun des pays participants.

Préparation du projet d'élimination des SAO

35. Le Japon met en œuvre la préparation d'un projet de démonstration concernant l'élimination des SAO pour la région Asie - Pacifique (ASP/DES/54/PRP/53), qui a été approuvé en avril 2008. D'après les dernières estimations, ce projet devrait être achevé avec un retard de 35 mois. Le Japon n'a pas rendu compte sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de ce projet dont l'échéance est prévue en décembre 2010. Le Comité exécutif peut souhaiter demander la soixante-cinquième réunion un rapport périodique supplémentaire sur la préparation d'un projet de démonstration concernant l'élimination des SAO (ASP/DES/54/PRP/53) si la demande de financement n'est pas soumise à la 65<sup>e</sup> réunion.

**Portugal**

36. Le Portugal met en œuvre un projet d'assistance technique pour « l'appui apporté en matière de communication et de coopération aux pays lusophones (Angola, Cape Vert, Timor oriental, Guinée-Bissau, Mozambique et Sao Tomé -et- Principe) » (GLO/SEV/47/TAS/269). Ce projet a été approuvé en novembre 2005 et, d'après les dernières estimations, il devrait arriver à terme avec un retard de 45 mois. Le Portugal a indiqué que la trousse pédagogique destinée aux écoles primaires a été distribuée à l'ensemble des pays africains lusophones en mars 2011 et que la trousse pédagogique concernant l'action Ozone destinée aux établissements secondaires sera traduite et diffusée par voie électronique en juin 2011. Ce projet sera achevé en juillet 2011.

## Espagne

37. L'Espagne met en œuvre trois projets bilatéraux concernant le bromure de méthyle, dont deux projets d'investissement en Jamahiriya arabe libyenne (la) et au Mexique et un projet d'assistance technique dans la région Amérique latine. Ces projets permettront l'élimination de 90 tonnes de PAO, lorsqu'ils seront mis en œuvre.

### Accords pluriannuels

38. L'Espagne met en œuvre deux accords pluriannuels, à savoir deux projets concernant le bromure de méthyle en Jamahiriya arabe libyenne (la) et au Mexique. Le projet au Mexique a été récemment approuvé et sera mené à terme, comme prévu. Dans le cadre de « l'élimination du bromure de méthyle dans l'horticulture : tomates, concombres, poivrons et autres » en Jamahiriya arabe libyenne (la) (LIB/FUM/56/INV/30), l'Espagne a indiqué que les opérations d'acquisition de serres pour la production de plants greffés étaient terminées. Deux serres supplémentaires sont sur le point d'être achetées pour la région de Benghazi.

### Projets individuels

39. L'« assistance technique visant à mettre en place d'autres solutions chimiques dans les pays qui ont rééchélonné leur plan d'élimination du bromure de méthyle (Argentine et Uruguay) » (LAC/FUM/54/TAS/40), approuvée en avril 2008 devrait, d'après les dernières estimations, prendre fin avec un retard de 21 mois. L'Espagne a indiqué que des essais ont été réalisés en Uruguay et qu'ils le sont actuellement en Argentine. Ce projet arrivera à échéance en décembre 2011.

## Suède

40. La Suède met en œuvre un projet d'assistance technique au titre des accords annuels concernant le « plan national d'élimination des CFC dans le secteur de l'entretien » aux Philippines (les) (PHI/PHA/41/TAS/72) qui devrait être achevé en 2011.

## RECOMMANDATIONS

41. Le Comité exécutif peut souhaiter prendre les dispositions suivantes :

- a) Prendre note avec remerciements des rapports périodiques figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/10 qui ont été présentés par les gouvernements des pays suivants : Australie, Canada, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Portugal, Espagne et Suède ;
- b) Demander aux gouvernements israélien et suisse de transmettre leurs rapports périodiques à la soixante-cinquième réunion du Comité exécutif ;
- c) Demander aux gouvernements des pays suivants : Australie, Canada, France, Italie, Japon, Portugal, et Espagne de soumettre à la soixante-cinquième réunion des rapports sur les projets assortis des délais de mise en œuvre indiqués au tableau 2 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/10 ;
- d) Demander que soient présentés à la 65<sup>e</sup> réunion des rapports de situation supplémentaires sur les projets suivants :

- i. Plan d'élimination des CFC en République démocratique populaire du Laos (LAO/PHA/61/INV/21) dont la France est chargée de la mise en œuvre afin de suivre le décaissement des fonds ;
- ii. « Projet de démonstration stratégique pour la conversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC dans cinq pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigeria et Soudan (le/la)) » (AFR/REF/48/DEM/36) dont la France est chargée de la mise en œuvre, sur la recherche de solutions de cofinancement dans chacun des pays participants ;
- iii. « Instauration d'un réseau Afrique d'application de mesures douanières au sein des organisations commerciales sous-régionales africaines (CEMAC, COMESA, SACU et UEMOA) » (AFR/SEV/53/TAS/39) dont la France est chargée de la mise en œuvre, sur un accord de création d'un établissement de formation pour le projet ;
- iv. « Projet de démonstration visant à valider l'utilisation de CO<sub>2</sub> super critique dans la fabrication de mousses rigides de polyuréthane pulvérisé en Colombie (COL/FOA/60/DEM/75) dont le Japon est chargé de la mise en œuvre, sur l'achèvement du projet, s'il n'a pas été mené à bien d'ici à la tenue de la soixante-cinquième réunion ;
- v. « Projet de démonstration stratégique pour une conversion accélérée des refroidisseurs à base de CFC dans cinq pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigeria et Soudan) » (AFR/REF/48/DEM/35) dont le Japon est chargé de la mise en œuvre, sur la recherche de solutions de cofinancement dans chacun des pays participants ; et
- vi. Préparation d'un projet de démonstration sur l'élimination des SAO dans la région Asie - Pacifique (ASP/DES/54/PRP/53) dont le Japon est chargé de la mise en œuvre, si la demande de financement n'est pas soumise à la 65<sup>e</sup> réunion.

## 2010 Status on Canada's Bilateral Activities

### I. Project Approvals and Disbursements

#### A. Annual Summary Data

As of December 31<sup>st</sup> 2010, the Executive Committee has approved 86 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the \$10,340,701 approved as bilateral contributions from Canada, US \$8,995,142 has been disbursed. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500
1994	\$536,270
1995	\$50,000
1996	\$761,685
1997	\$853,950
1998	\$548,710
1999	\$727,040
2000	\$917,251
2001	\$878,552
2002	\$525,450
2003	\$412,821
2004	\$682,825
2005	\$177,259
2006	\$351,994
2007	\$322,050
2008	\$957,982
2009	\$99,440
2010	\$887,922
<b>TOTAL</b>	<b>\$10,340,701</b>

\*Adjusted for the return of unutilized funds and including support costs

#### B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	4	\$562,000
Institutional Strengthening		
Investment Projects	10	\$2,100,154
Project Preparation	8	\$151,539
Technical Assistance	41	\$5,582,077
Training	23	\$1,944,931
<b>TOTAL</b>	<b>86</b>	<b>\$10,340,701</b>

\*Adjusted for the return of unutilised funds and including support costs

## **II. Project Completions Since Last Report**

Since the last progress report, Canada completed 4 projects.

## **III. Global and Regional Project Highlights**

Canada completed implementation of one regional project, in collaboration with UNEP, the Latin American Customs Enforcement Network: Preventing illegal trade of ODS.

Under this project, the participating countries agreed in 2009 to implement an informal Prior Informed Consent (iPIC) Procedure, based on the results of a regional study on illegal trade. Through 2010, UNEP worked with the countries to complete iPIC information forms to allow the implementation of the Procedure on a regional basis. 14 of the countries fully completed the forms and were subsequently integrated within a wider iPIC system, which includes participation of 70 countries from various regions, including Europe and Asia. UNEP reports that the iPIC is functioning well for these countries and that the countries find it to be a useful tool.

## **IV. Completed and On-going Projects**

Of the 86 activities approved to date, 71 have been completed, 3 were closed, 2 have been transferred to other agencies and the remaining 10 are on-going.

## **V. Status of Project preparation, by country**

n/a

## **VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)**

Totals funds approved for 2001, 2003 and 2006 were adjusted in this status report to take into account adjustments to Canada's bilateral contribution approved by the Executive Committee at its 58<sup>th</sup> and 61<sup>st</sup> meetings to reflect funds returned from completed projects and two cancelled projects.

*SECRETARIAT DU FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL***SUMMARY NARRATIVE: FRANCE PROGRESS REPORT 2010**

The annual progress report relates to projects implemented through the French bilateral contribution to the Multilateral Fund. It comprises a summary narrative report and an Excel database sent separately and referred to as Annex 2.

The Government of France's bilateral programme is monitored by the Secretariat of the Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) or French GEF on behalf of the Ministry of Economy, Finance and Industry, General Directorate of the Treasury and Economic Policy (Direction générale du Trésor et de la politique économique, DGTPE).

**I. Project Approvals and Disbursements:****A. Annual Summary Data:**

From 1994 until 31 December 2010, the Executive Committee approved 107 projects funded through the French bilateral contribution to the Multilateral Fund of the Montreal Protocol.

Expressed in their approved US\$ values, these activities amounted to US\$ 13 662 718, including adjustments made through the transfer of certain activities and balance returns.

Two new activities were approved in 2010, corresponding to the 2<sup>nd</sup> tranches of the Terminal Phase out Management Plans (TPMPs) of Lao PDR and the Central African Republic.

The yearly distribution of the adjusted funds approved since 1994 is the following:

<b>Year</b>	<b>Approved funding plus Adjustments (PR 2010)</b>
1994	\$ 220 767
1995	\$ 120 000
1996	\$ 944 662
1997	\$ 1 642 481
1998	\$ 361 719
1999	\$ 2 517 792
2000	\$ 246 837
2001	\$ 474 593
2002	\$ 13 364
2003	\$ 1 006 620
2004	\$ 1 567 045
2005	\$ 1 697 752
2006	\$ 940 000
2007	\$ 725 000
2008	\$ 746 000
2009	\$ 254 586
2010	\$ 183 500
<b>Total</b>	<b>\$ 13 662 718</b>

US\$ 12 066 132 have been disbursed at 31 December 2010, or 88 % of this total, the remaining balances being equal to a total of US\$ 1 596 586.

Support costs have not been reflected in this calculation, because on the one hand they were not provided as such for France until July 1999, and on the other hand, the value of the support costs, which are used up is calculated by applying the percentage of expenses made on to the total amount of support costs approved for any given project.

#### **B. Summary of Data by Project Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)**

The Government of France has carried out mainly investment and technical assistance activities. The break down of all 107 bilateral is the following:

<b>PROJECT TYPE</b>	<b>Number of Activities</b>	<b>Approved Funding plus Adjustments (US\$)</b>	<b>%</b>
<b>Preparation (PRP)</b>	17	\$ 399 531	2,92%
<b>Country programme (CPG)</b>	4	\$ 129 287	0,95%
<b>Institutional Strengthening (INS)</b>	1	\$ 25 983	0,19%
<b>Demonstration (DEM°)</b>	1	\$ 360 000	2,63%
<b>Investment (INV)</b>	36	\$ 8 245 612	60,35%
<b>Technical assistance (TAS)</b>	34	\$ 3 567 672	26,11%
<b>Training (TRA)</b>	14	\$ 934 633	6,84%
<b>TOTAL</b>	107	\$ 13 662 718	100%

## II. Project Completions since Last Report

The following projects have been completed in 2010:

Implementation of an ODS recovery and recycling network	ASP/LEB/REF/23/TAS/21
Implementation of the RMP: customs training programme	ASP/LAO/REF/34/TRA/04
Implementation of the RMP update	AFR/ETH/REF/44/TAS/14
National CFC phase-out plan: 2005 annual implementation programme	ASP/IRA/PHA/45/INV/171
Implementation of the RMP: recovery and recycling component	AFR/MAG/REF/47/TAS/12
Project preparation for a terminal phase-out management plan in the servicing sector	AFR/ETH/PHA/51/PRP/17

The following projects were financially completed and their balances were returned to the Multilateral Fund in 2010:

COS/FUM/29/PRP/21	Project preparation for phase out of methyl bromide used in grain fumigation
IRA/REF/24/INV/34	Conversion to non-CFC facilities of 4 companies producing cars and wagons equipped with MAC-
IRA/SEV/26/TAS/36	Small and medium enterprises study
LEB/REF/28/TAS/29	Remaining issues for a RMP and preparation of strategy and projects for reduction of CFC emissions
MAG/REF/29/TAS/05	Implementation of the RMP: set up a national recovery and recycling network
MAG/REF/29/TRA/02	Implementation of the RMP: training of personnel in charge of control and monitoring of imports of ODS
MAG/REF/29/TRA/03	Implementation of the RMP: training of trainers and refrigeration technicians in good service practices
SYR/REF/29/INV/53	Conversion from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration
SYR/REF/29/INV/56	CFC emission reduction in central air conditioning
THA/SOL/29/TRA/124	No clean process improvement training for electronic assemblers

#### IV. Performance Indicators (INV, TAS and TRA):

Project preparation, country programs and institutional strengthening projects are not taken into account by the performance indicators. Since 1994, the Government of France implemented 22 of them (out of a total of 107 activities).

The status of the implementation of the other 85 activities is the following at 31/12/2010:

<b>PROJECT TYPE</b>	<b>CLOsed</b>	<b>COMpleted</b>	<b>FINancially</b>	<b>ONGoing</b>	<b>TRF</b>
<b>Demonstration (DEM°</b>	0	0	0	1	0
<b>Investment (INV)</b>	2	12	14	6	2
<b>Technical assistance (TAS)</b>	4	9	17	3	1
<b>Training (TRA)</b>	2	2	10	0	0
<b>TOTAL</b>	8	23	41	10	3

#### V. Status of Agreements and Project Preparation by country:

Of the 17 project preparations activities approved by the Executive Committee since 1994, 15 are financially completed, and 2 are completed. No new project preparations were carried out directly by the Government of France in 2010.

## **VI. Administrative issues (Operational, Policy, Financial, and Other Issues)**

### **A. Meetings Attended**

The French GEF Secretariat chaired the Executive Committee constituency comprised of France, Germany, Italy and the United Kingdom in 2010. As Executive Committee member, the Government of France then attended all three Executive Committee meetings held in Montreal, Canada in April, July and November.

The French GEF Secretariat also took part in UNEP CAP Advisory Group Meeting in Paris in and to the ODSNET Africa meeting in Abidjan, both held in September 2010.

### **B. Co-operation**

The bilateral contribution of France is implemented directly or through other implementing agencies. At the moment, the Government of France essentially cooperates with two international agencies, namely the GIZ (former GTZ) and UNIDO. During 2010, discussions occurred with UNDP, the World Bank and UNEP on further eventual cooperation possibilities.

### **C. Adjustments**

AFD on behalf of the French GEF Secretariat transferred the amount of €132 031 (one hundred and thirty two thousand and thirty one euros) to the Multilateral Fund's account as return of bilateral project balances. The 2009-2011 fix exchange rate was applied as per decision 62/2(f).

As a consequence, the following adjustments have been made:

		Approved Funding (US\$)	Adjustment (US\$)	Approved Funding plus Adjustments (US\$)	Support Cost Approved (US\$)	Support Cost Adjustment (US\$)
COS/FUM/29/PRP/21	Project preparation for phase out of methyl bromide used in grain fumigation				1 500	-963
IRA/REF/24/INV/34	Conversion to non-CFC facilities of 4 companies producing cars and wagons equipped with MAC-	138 600	-35 471	103 129	0	0
IRA/SEV/26/TAS/36	Small and medium enterprises study	75 000	-55 000	20 000	0	0
LEB/REF/28/TAS/29	Remaining issues for a RMP and preparation of strategy and projects for reduction of CFC emissions	45 750	-20 966	24 784	0	0
MAG/REF/29/TAS/05	Implementation of the RMP: set up a national recovery and recycling network	82 700	-11 895	70 805	4 135	-595
MAG/REF/29/TRA/02	Implementation of the RMP: training of personnel in charge of control and monitoring of imports of ODS	26 000	-851	25 149	1 300	-43
MAG/REF/29/TRA/03	Implementation of the RMP: training of trainers and refrigeration technicians in good service practices	46 200	-1 519	44 681	2 310	-76
SYR/REF/29/INV/53	Conversion from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration	33 359	-33 359	0	1 668	-1 668
SYR/REF/29/INV/56	CFC emission reduction in central air conditioning	143 000	-36 617	106 383	7 150	-1 831
THA/SOL/29/TRA/124	No clean process improvement training for electronic assemblers				5 907	-107
<b>Total adjustments</b>			<b>-195 678</b>			<b>-5 283</b>

### C. Other Issues

None

**Annex I Country Development and Institutional Strengthening Unit Highlights**

**A. Country Programs**

Since 1994, 4 Country Program preparations have been approved and completed for Mauritania, Vietnam, Madagascar and Vietnam.

**B. Institutional Strengthening:**

1 project was approved in 1994 and completed in 1999.

**Annex II: Database of French bilateral activities carried out within the framework of the Montreal Protocol until 31 December 2010.**

*The Excel spreadsheet has been sent separately.*